

Erythrée-Ethiopie/Diplomatie

Rencontre historique entre dirigeants des deux pays à Asmara

AFP

Addis Abeba/Ethiopie

Ces derniers ne s'étaient plus retrouvés depuis près de 20 ans.

DES drapeaux éthiopiens flottant au vent et les acclamations de la foule massée le long des rues ont salué hier la venue à Asmara du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, pour une rencontre historique avec le président érythréen Issaias Afwerki, destinée à mettre un terme à des années d'hostilité entre les voisins de la Corne de l'Afrique.

La télévision officielle de l'Erythrée a montré les deux dirigeants qui ont récemment amorcé un rapprochement s'étendant dans la capitale érythréenne tandis que le chef de cabinet de M. Abiy, Fitsum Arega, déclarait par tweet : "la visite offre une occasion extraordinaire pour promouvoir la paix pour le bien de nos peuples".

Lors d'une scène inimaginable il y a encore quelques semaines - les plus hauts dirigeants des deux pays ne s'étaient pas retrouvés depuis près de vingt ans -, M. Abiy est descendu d'un avion d'Ethiopian Airlines à l'aéroport d'Asmara, saluant le président Issaias et le prenant dans ses bras avant que les deux hommes ne foulent un tapis rouge.

Ils se sont dirigés vers le lieu d'un entretien sans faire de commentaire.

Une foule agitant des drapeaux des deux pays était massée le long des rues



Photo : AFP/L'Union

La visite à Asmara du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, afin d'y rencontrer le président érythréen Issaias Afwerki, représente un pas de plus vers la fin de près de deux décennies d'hostilité entre les voisins de la Corne de l'Afrique.

d'Asmara au passage du convoi des deux dirigeants. "Cette visite s'inscrit dans les efforts de normalisation avec l'Erythrée. (M. Abiy) doit discuter avec les dirigeants érythréens de la manière de nous réconcilier", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère éthiopien des Affaires étrangères Meles Alem.

De son côté, le ministre érythréen de l'Information, Yemane Gebremeskel, a diffusé sur Twitter une photo des deux dirigeants en train de discuter. Leur rencontre va "donner le ton pour des changements rapides, positifs, sur la base du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale", écrit-il.

CONFLIT ANCIEN. Les discussions semblaient avoir déjà abouti à des résultats

dimanche soir : Fitsum Arega a annoncé que les liaisons téléphoniques internationales étaient rétablies entre les deux pays. Le sommet de dimanche fait suite à l'annonce par M. Abiy le mois dernier de la volonté de l'Ethiopie de céder à l'Erythrée un territoire frontalier disputé qu'elle occupe toujours malgré un jugement d'une commission indépendante soutenue par l'Onu datant de 2002. Le refus de l'Ethiopie continuait de bloquer les relations bilatérales bien que les deux frères ennemis aient mis fin aux hostilités après une guerre qui les a opposés entre 1998 et 2000 et fait quelque 80 000 morts.

Cette guerre s'est inscrite dans le contexte d'un conflit plus ancien encore.

Ancienne province éthiopienne sur la mer Rouge, l'Erythrée a déclaré son indépendance en 1993 après avoir chassé les troupes éthiopiennes de son territoire en 1991 au terme de trois décennies de guerre. Les relations bilatérales se sont envenimées, un contentieux sur la délimitation de leur frontière commune dégénérant en guerre ouverte cinq ans plus tard.

C'est l'arrivée au pouvoir à Addis Abeba en avril, de M. Abiy, 42 ans, qui a ouvert la voie au dégel des relations.

France/Fonds libyens

Sarkozy réclame des témoignages à décharge non transmis par Tripoli

AFP

Paris/France

L'AVOCAT de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, accusé d'avoir financé sa campagne présidentielle de 2007 avec des fonds du régime libyen, presse le parquet de Paris d'obtenir des témoignages à décharge non transmis par Tripoli, a-t-on appris hier de source proche du dossier.

Deux anciens dignitaires libyens, qui soutiennent par ailleurs l'accusation contre l'ex-président français, ont en effet affirmé que la pièce ayant déclenché l'af-

faire était un faux, dans des témoignages indirectement rapportés par les autorités libyennes cet automne et non versés au dossier.

Après avoir eu confirmation du parquet de Paris que ces auditions étaient toujours manquantes, Me Thierry Herzog a demandé au procureur François Molins, dans une lettre du 28 juin dont l'AFP a eu connaissance, de "prendre toutes les mesures utiles" pour que ces pièces soient enfin transmises.

L'information a été révélée par le Journal du Dimanche.

En cause ? Une note libyenne attribuée à Moussa

Koussa, ex-chef des services de renseignement extérieur de la Libye, et publiée par le site Mediapart dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2012, accréditant la thèse d'un financement occulte de 50 millions d'euros (32,7 milliards de francs).

Nicolas Sarkozy avait immédiatement porté plainte pour faux contre Mediapart, mais il a été débouté sur cette question, la cour d'appel de Paris ayant confirmé en novembre le non-lieu rendu par les juges le 30 mai 2016. Son pourvoi en cassation n'a pas encore été examiné à ce jour.

L'ancien président, qui conteste vigoureusement avoir reçu de l'argent du régime de Khadafi, tué en 2011, a été mis en examen le 21 mars pour "corruption passive", "financement illégal de campagne électorale" et "recel de détournement de fonds publics libyens".

Les juges d'instruction se sont notamment appuyés sur les témoignages accusateurs de deux proches du "Guide" défunt, entendus fin 2016-début 2017 au centre pénitentiaire d'Al-Hadba (centre), d'où ils ont depuis été exfiltrés : l'ex-Premier ministre Baghdadi Al-Mahmoudi et l'ancien chef des renseignements

versements figurait l'annonce début juin de son intention d'appliquer l'accord de paix d'Alger signé en 2000 avec l'Erythrée et les conclusions de la commission internationale sur la démarcation de la frontière.

Bien accueillie par le chef de l'État érythréen, cette initiative a débouché sur l'envoi fin juin à Addis Abeba d'une délégation érythréenne de haut niveau et l'annonce à cette occasion d'une prochaine visite de M. Abiy à Asmara. La promesse du Premier ministre d'un retrait éthiopien de la zone contestée, dont la ville symbole de Badme, accordée à l'Erythrée en 2002, ne s'est pas encore concrétisée sur le terrain où les dernières hostilités remontent à deux ans à peine.

En juin 2016, un violent accrochage avait opposé les deux armées à la frontière, les Érythréens affirmant avoir tué plus de 200 soldats éthiopiens et Addis Abeba rappelant qu'elle avait "la capacité de mener une guerre totale".

Mais en répondant à la main tendue de M. Abiy, le président Issaias a tranché avec ses habituelles diatribes. A la tête depuis 1993 d'un des régimes les plus fermés et les plus répressifs au monde, il justifie depuis des années l'emprisonnement de dissidents et la conscription obligatoire par la nécessité de se défendre contre l'Éthiopie.

La décision de M. Abiy de tourner la page du conflit en respectant l'accord de paix d'Alger a été saluée par la communauté internationale.

L'Afrique en bref

• **Mali/Présidentielle.** Les 24 candidats en campagne

Les 24 candidats à l'élection présidentielle au Mali sont officiellement entrés en lice samedi, avec le lancement de la campagne dans un pays sous état d'urgence, en proie à des violences jihadistes et des tensions intercommunautaires.

• **Soudan du Sud/Politique.** Accord de partage du pouvoir

Le gouvernement et les rebelles du Soudan du Sud, jeune pays enfoncé dans une guerre civile depuis 2013, ont accepté samedi en Ouganda un accord de partage du pouvoir qui doit voir le chef rebelle Riek Machar retrouver son poste de vice-président.

• **Tunisie/Attaque.** Six agents des forces de l'ordre tués dans le nord-ouest

Six membres des forces de l'ordre tunisiennes ont été tués dimanche dans une attaque "terroriste" dans le nord-ouest de la Tunisie, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis plus de deux ans.

A travers le monde

• **Brésil/Justice.** Une cour d'appel ordonne la libération de Lula



Une cour d'appel brésilienne a ordonné hier à la surprise générale la libération de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, incarcéré depuis début avril pour corruption, qui pourrait sortir de prison dans les prochaines heures.

• **Etats-Unis/Politique.** Nouvelle salve contre l'enquête russe

L'avocat de Donald Trump, Rudy Giuliani, a lancé hier une nouvelle salve contre l'enquête sur les soupçons de collusion entre la Russie et l'équipe de campagne du président américain, la qualifiant de la "plus corrompue (qu'il ait) jamais vue".

• **Nicaragua/Manifestation.** Deux morts dans le sud-ouest

Deux personnes au moins sont mortes et plusieurs ont été blessées hier lors d'une violente incursion de forces gouvernementales à Diriamba et Jinotepe (sud-ouest du Nicaragua), où des opposants au président Daniel Ortega avaient érigé des barricades, selon une association de défense des droits de l'Homme.

Photo : AFP